

<http://pierrealainmillet.fr/Climat-attenuation-et-adaptation>



Conseil de la métropole du 15 décembre 2017

# Climat : atténuation et adaptation, ou seulement adaptation ?

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : vendredi 15 décembre 2017

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**Monsieur le président, chers collègues, permettez-moi d'intervenir à la fois sur le rapport développement durable et sur ce complément adaptation à notre plan climat territorial, évidemment liés. Les agendas 21, vecteurs des actions développement durable semblent passés de mode, sans reconnaissance ministérielle depuis 2014. Cela pourrait traduire une priorité, avec les plans climats territoriaux, aux engagements climatiques. Cela semble être le cas médiatiquement, moins sûrement au plan pratique, j'y reviendrai.**

**En tout cas, nous regrettons que la transversalité de la démarche des agendas 21 qui permettait de prendre en compte les dimensions environnementales, mais aussi économiques et sociales du développement durable, soit délaissée nationalement.**

Le cadre stratégique de développement durable renouvelé par cette délibération nous paraît un bon support à la fois de mobilisation de nos actions publiques et de nos efforts de sensibilisation des acteurs de la ville, des citoyens. En effet, les deux axes permettent de prendre les sujets du point de vue de l'habitant par les effets sur son cadre de vie. Pour le premier axe, les effets des canicules, des phénomènes climatiques loin de la moyenne, des ruptures possibles d'approvisionnements, pour le deuxième, la qualité de l'air, l'action contre les nuisances sonores. Résilience du territoire et santé-environnement, ces deux axes peuvent permettre de partir de préoccupations citoyennes pour remonter la chaîne des causes et identifier les politiques publiques qui peuvent agir efficacement sur les effets constatés par les habitants. Nous partageons donc ce nouveau cadre stratégique et nous voterons cette délibération.

Pour le dispositif d'observation du développement durable, utile en l'absence de référentiel national, nous souhaitons qu'il soit travaillé avec les communes. Vénissieux publie depuis 2010 dans son rapport annuel du développement durable un ensemble de 96 indicateurs, issu du référentiel agenda 21 ministériel, donc qui couvre aussi les dimensions économiques et sociales comme l'insertion, le handicap, l'égalité homme-femmes. Il serait évidemment plus intéressant de partager le référentiel métropolitain, et que celui-ci soit structuré à la maille communale.

De la même manière, plusieurs collectivités, la métropole et les villes de Lyon, Vénissieux et Rillieux, sont engagées dans la labellisation Citergie, et c'est un énorme travail avec de nombreux indicateurs, qu'il faut gérer, vérifier, valider... et il serait préférable de rendre cohérent le référentiel métropole avec celui du Citergie pour simplifier le travail... et faciliter d'ailleurs à d'autres communes l'accès à la démarche Citergie.

On sait cependant qu'il faut un important effort non pas de communication, même si c'en est une partie, mais réellement d'éducation populaire pour faire partager les constats, les actions et leurs résultats. C'est le contraire du discours ambiant simpliste, souvent catastrophiste qui croit convaincre de l'urgence à changer des comportements, alors que c'est l'intelligence collective et elle-seule qui le peut. Ainsi de la qualité de l'air, dont nous avons déjà dit qu'il est indispensable de faire prendre conscience des progrès que nous avons fait, pour orienter correctement l'effort public, alors que les raccourcis médiatiques, comme les 48000 morts de la pollution de l'air, conduisent au contraire à des réactions clivantes entre craintes et rejets.

C'est bien pour cela que le discours sur le climat prend une importance politique considérable. Au niveau de la métropole, comme souvent au niveau de nos communes, nous avons marqué des points pour l'atténuation du changement climatique en dépassant parfois même les objectifs des 3x20... C'est le cas, j'en profite à Vénissieux, 30% de baisse des émissions, 32% de part ENR... Mais à l'évidence, il n'y a pas de territoire climatique autonome, le climat est mondial et les tendances globales ne sont pas bonnes. Le président Macron a raison de sonner l'alarme,

après d'autres, sauf qu'il faut aller jusqu'au bout et sortir d'un discours médiatique éloigné des faits, ce que doit reconnaître le ministre Hulot avec l'annonce du report de l'objectif de baisse de la part du nucléaire. Les réactions sont nombreuses, et très médiatiques, mais le vrai débat public sur les scénarios énergétiques n'a toujours pas lieu.

La COP21 avait déjà surfé sur l'objectif des 1,5°C ajouté pour obtenir le soutien des pays les plus touchés par le changement climatique, mais objectif totalement publicitaire, puisque tout le monde sait que le carbone dans l'atmosphère qui conduit à dépasser les 1,5°C est presque déjà dans l'atmosphère et que nous dépasserons ce seuil même si nous réduisons drastiquement nos consommations fossiles.

Pour le comprendre, il y a un scénario énergétique peu connu, Efficiency-N, mais c'est le seul à ma connaissance, qui respecte l'objectif de 1,5°C. Il est basé sur le scénario Efficiency, reconnu pour son ambition d'efficacité et de sobriété permettant la disparition de toute consommation fossile en 2080, mais avec un développement important du stockage de carbone. La variante Efficiency-N accélère la disparition du fossile pour 2060, sans faire le pari du stockage de carbone, mais avec un développement mondial fort du nucléaire, en gros au rythme de son développement en France dans les années 70.

Si la loi de transition énergétique a masqué ce débat à partir d'un accord électoral entre les partis politiques de la majorité de 2012, la question reste posée. L'Allemagne remplace sa production nucléaire par de l'éolien, à un coût qui représente aujourd'hui la moitié de la facture pour l'utilisateur, mais sans réduire d'une tonne sa consommation fossile pour la production électrique, donc ses émissions. Ce choix politique peut être légitime, mais conduit à l'abandon de toute ambition d'atténuation pour rester à 2°C.

En France, c'est pire, car l'Allemagne peut réduire ses émissions en remplaçant du charbon par du gaz, mais en France, le gaz ne peut que remplacer du nucléaire, c'est à dire augmenter nos émissions !

Le président Macron peut surfer sur les déclarations médiatiques, ce sont les investissements publics qui comptent et le constat, c'est qu'ils sont aujourd'hui d'abord en Chine, avec le plus fort développement des ENR électriques et le plus fort développement du nucléaire. Dans 10 ans, la Chine aura développé la filière thorium, et nous pourrons lui demander de l'aide pour étudier les scénarios ENR+nucléaire que le politiquement correct interdit ici de discuter.